



Une fois de plus le spectre de la coercition cède face à la raison !

Cette semaine, le projet de Loi relatif à l'organisation et la transformation du système de santé est débattu à l'Assemblée Nationale. À cette occasion, de nombreux amendements proposant de la coercition à l'installation pour les médecins ont été mis aux voix. Heureusement sans succès.

Face aux réelles difficultés d'accès aux soins, certains parlementaires pensent à tort que la coercition pourrait être une solution miracle en limitant ou régulant l'installation des médecins. Pourtant, nous savons que ces mesures, en plus d'être inefficaces, seraient délétères pour notre système de santé. Les propos avancés par les défenseurs de telles mesures nous ont profondément choqués ! Ils démontrent une véritable ignorance du fonctionnement de notre système de santé et de ses acteurs, et parfois même un mépris intolérable.

Ainsi, nous saluons les députés qui ont choisi de ne pas sacrifier notre système de santé en cédant à l'appel de cette mesure démagogique, ayant prouvée son inutilité et dangerosité, notamment à l'étranger¹.

Pour autant, nous ne nous arrêtons pas à ces votes. Les jeunes et futurs médecins s'engagent depuis longtemps pour améliorer l'accès aux soins et continuent à être moteurs dans le travail à mener. Récemment nous avons publié un dossier synthétisant nos propositions pour l'accès aux soins. Les enjeux de l'installation trouvent des réponses essentiellement à l'échelle locale par l'accompagnement des jeunes médecins dans leur projet professionnel d'une part et l'amélioration de l'attractivité du territoire d'autre part.

Plus largement, une amélioration de l'accès aux soins passera par une réorganisation profonde de notre système de santé ; depuis nos formations jusqu'à nos exercices, coordonnés, interprofessionnels, centrés sur les patients pour organiser leurs parcours de soins.

C'est à nous tous, acteurs et usagers du système de santé, de porter et développer ces transformations, pour améliorer notre système de santé et assurer à tous un égal accès à des soins de qualité.

¹ [Les conditions d'installations des médecins de ville en France et dans cinq pays européens, Mars 2015, ONDPS](#)

Contacts presse



Clara BONNAVION

Présidente de l'ANEMF

president@anemf.org, 06 50 38 64 94



Lucie GARCIN

Présidente de l'ISNAR-IMG

president@isnar-img.com, 06 73 07 53 01



Antoine REYDELLET

Président de l'ISNI

president@isni.fr, 06 50 67 39 32



Yannick SCHMITT

Président de ReAGJIR

president@reagjir.fr, 06 42 18 40 14